

Filière viande, les grandes manœuvres

Jacques MATHÉ, économiste

Fièvre catarrhale. Hausse des coûts. Concentration des outils industriels. Baisse du pouvoir d'achat. La filière viande connaît de profonds bouleversements. Les éleveurs bovins et ovins doivent plus que jamais piloter leur exploitation en maîtrisant les coûts.



La filière viande, fragilisée par des problèmes sanitaires, est confrontée à l'érosion du pouvoir d'achat et à la faible valorisation des carcasses.

Dans le secteur de l'abattage et de la transformation, les grandes manœuvres ont été lancées durant l'été 2008. Socopa s'est allié à Bigard, préfigurant une nouvelle carte de l'abattage dans l'Hexagone. Cette concentration touche les deux entreprises les plus avancées dans le marketing des viandes, avec les marques leaders Charal et Valtéro. Le nouvel opérateur représente 40 % des tonnages commercialisés en France. Il devient un interlocuteur privilégié de la distribution. Arcadie Sud Ouest et Spanghero ont, eux aussi, choisi de faire cause commune. Le nouveau groupe constitué contrôlera l'essentiel de la transformation bovine du sud de la France. Dans le même temps, des unités d'abattage de faible capacité sont confrontées à une forte baisse d'activité. Leur fermeture remettrait en cause certains circuits, essentiellement dans les viandes de qualité supérieure.

■ Une valorisation problématique

Dans le même temps, la valorisation des carcasses reste toujours problématique. Que ce soit en bovin ou en ovin, elle est limitée par la sous-utilisation des muscles avant. Pour une carcasse ovine de 18 kg, la valorisation se limite aux deux épaules et aux deux gigots (entre 8 et 10 kg de viande). Dans ces conditions, il paraît difficile d'espérer une augmentation conséquente des prix à la production. Le constat est identique en viande bovine où les races de qualité supérieure subissent l'érosion du pouvoir d'achat et la faible valorisation des quartiers avant. Le syndrome ovin pourrait gagner la production bovine. Le déficit de l'offre a peu d'effet sur l'augmentation des prix à la production. Les prix des catégories E et U semblent atteindre un plafond pour que le prix en rayon reste acceptable pour le consommateur.

■ Un fort impact sanitaire

En ovin, la fièvre catarrhale impacte directement le volume de production. Elle a cependant peu d'effet sur les débouchés (presque exclusivement en carcasse sur le marché français).

En bovin allaitant, la contamination a des conséquences sur la fertilité des troupeaux et les performances de croissance, ce qui va réduire le produit de l'année à venir. La principale conséquence de l'épizootie reste la désorganisation du commerce en gras et en maigre, notamment vers l'Italie.

Depuis l'été dernier, les éleveurs se retrouvent dans une situation délicate. À la stagnation des produits bruts, s'ajoute l'inflation des coûts de production (principalement les coûts alimentaires, sanitaires, énergie, intrants). Les résultats d'exploitation se dégradent rapidement. Ceci d'autant que, sur le plan de la trésorerie, les éleveurs assument les décisions de gestion des années passées, à savoir l'effort d'investissement consenti dans la modernisation des ateliers d'élevage.

Sous couvert de mise aux normes, la capitalisation (bâtiment + mécanisation) dépasse parfois ce qu'un atelier est capable de supporter en termes d'amortissements. Ces charges nouvelles sont rarement compensées par des volumes de muscles supplémentaires. La dette s'alourdit quand le chiffre d'affaires stagne.

■ Des marges de manœuvre

Sans remettre en cause la mécanisation, source de confort et de simplification du travail, il semble prioritaire aujourd'hui de faire une pause dans les investissements. Au niveau des char-

ges, l'inflation des coûts de production repose aussi la question de l'autonomie alimentaire des troupeaux et de la conduite des prairies. Mais, la voie de l'économie des dépenses reste étroite en regard du poids des charges fixes.

La productivité du travail (volume de viande produit par unité de travail) est une autre piste de progrès à creuser puisque l'on constate des écarts de performances importants entre élevages. Chaque producteur doit connaître son coût de production au kilo de viande vendu. Cela lui permettra aussi de connaître le volume de muscles qui sort de l'exploitation en vue d'équilibrer ses comptes.

LA FILIÈRE OVINE dans l'impasse

En plus des difficultés sanitaires et de valorisation des carcasses, la filière ovine prend de plein fouet l'augmentation des coûts alimentaires. Cette dernière menace l'avenir des ateliers dans une production où le modèle économique gagnant doit tendre vers l'économie des charges et l'autonomie de l'élevage.

L'augmentation de la prime à la brebis peut apporter une bouffée d'oxygène. Mais, elle ne suffira à assurer la pérennité de la production. Au-delà de produire des kilos de viande, l'éleveur de moutons rend service à la collectivité (entretien de l'espace rural, diversité des paysages...). L'évolution de la politique agricole commune pourrait donner un souffle d'air à cette production de plus en plus cantonnée sur les terres à très faible potentiel agronomique.